

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société SEDE Environnement

Z.I. Europe
68700
68700 CERNAY

Références : [4517_2022_10_19_SEDE_Vi](#)
Code AIOT : 0006704517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement Société SEDE Environnement implanté ZI Europe 68700 CERNAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de la réception de boues de station d'épuration non-conformes aux dispositions de l'arrêté du 08 janvier 1998.
Le contrôle a été réalisé afin d'évaluer la gestion de cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société SEDE Environnement
- ZI Europe 68700 CERNAY
- Code AIOT : 0006704517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société SEDE Environnement exploite des installations de compostage à Cernay.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [gestion des déchets admis](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 17/01/2013, article 8.1.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les boues provenant de la station d'épuration de Colmar et accueillies sur le site, au cours de la

période du 1er août au 2 septembre 2022, se sont avérées non-conformes par rapport aux teneurs en Cadmium (au maximum 10,7 mg/kg de matière sèche, pour une limite fixée à 10 mg/kg).

Depuis le 05 septembre 2022, les boues admises sont à nouveau conformes.

Les composts produits sont encore stockés sur site, dans un compartiment isolé, dans l'attente de la validation d'une filière d'élimination.

Compte tenu des dispositions mises en oeuvre par l'exploitant, aucune conséquence environnementale n'est attendue à ce stade.

Il est attendu que l'exploitant transmette un rapport d'incident à l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2013, articles 8.1.2.2 et 8.1.2.4
Thème(s) : Autre, Déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.1.2.2 Sont admissibles dans le centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage. Les déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes, doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation doit disposer en quantité suffisante. La liste des natures de déchets et de matières que l'exploitant est autorisé à admettre dans son installation de compostage est la suivante : <ul style="list-style-type: none">• matières végétales brutes ;• effluents d'élevages ;• matières stercoraires ;• cendres de chaufferie à biomasse uniquement, utilisées en compostage ou en complémentation. L'exploitant devra avoir obtenu l'accord du producteur de boues ;• fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM) ;• denrées végétales déclassées ;• rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales ;• boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires ou textiles ;• engrais pour complémentation ;• refus de fabrication de plâtre exclusivement (pas de plâtre de démolition), utilisés en compostage ou en complémentation. Le mélange des boues provenant d'installations de traitement distinctes est interdit. Toutefois, le préfet peut autoriser le regroupement de boues dans des unités d'entreposage ou de traitement communs, lorsque la composition de ces déchets répond aux conditions prévues aux articles R.211-38 à R. 211-45 du code de l'Environnement. Il peut également, sous les mêmes conditions, autoriser le mélange de boues et d'autres déchets, dès lors que l'objet de l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre. Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans le présent arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale est portée à la connaissance du préfet

Article 8.1.2.4

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :
[...]

- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues soit par l'arrêté du 8 janvier 1998, par l'arrêté du 2 février 1998 ou par l'arrêté du 3 avril 2000 susvisés permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ces textes. Considérant que la valeur agronomique des boues destinées au compostage n'est pas pertinente, ce paramètre n'est pas exigé ;

Annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 08/12/97 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Teneurs limites en éléments traces dans les boues : Cadmium : 10 mg/kg de matière sèche

Constats :

Par courriel du 8 septembre 2022, l'exploitant a informé la DREAL de la réception de boues non-conformes en provenance de la station d'épuration de Colmar.

La non-conformité a été mise en évidence par une analyse sur un échantillon prélevé le 19 août 2022. Compte tenu des délais d'analyse, l'exploitant a été informé par le laboratoire le 7 septembre 2022.

Après investigations et analyses complémentaires, il apparaît que la pollution des boues a concerné la période du 1er août au 2 septembre 2022, pour un volume total de 905,3 tonnes de boues réceptionnées.

L'exploitant assure la traçabilité des déchets admis sur le site par le logiciel GESTCOMP et des échantillons représentatifs des boues admises sont conservés dans une échantilloteque. Des échantillons des déchets admis sur la période concernée ont ainsi pu être analysés.

Les analyses réalisées ont mis en évidence des concentrations en Cadmium supérieures à la limite fixée par l'arrêté du 8 janvier 1998 relatif aux épandages de boues sur les sols agricoles (10 mg/kg de matière sèche) avec une teneur maximale de 10,7 mg/kg de matière sèche.

La réception de boues non-conformes aux limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 constitue une non-conformité.

Le suivi analytique des boues réceptionnées a mis en évidence un retour à des teneurs conformes dans les boues réceptionnées à partir du 5 septembre 2022.

Concernant la gestion des boues, les boues de la station d'épuration de Colmar sont compostées de manière dédiée.

Compte tenu de la traçabilité mise en oeuvre, les andains concernés ont été identifiés. 4 andains de production ont été concernés par des boues non-conformes. Le 1er andain de compost a été criblé le 21 septembre 2022.

Les composts déclassés ont été stockés sous abri dans un compartiment à part dans la zone de maturation des composts, dans l'attente d'une décision pour la filière d'élimination.

La quantité stockée à éliminer est évaluée à 400/500 tonnes.

Par ailleurs, les refus de crible du premier andain ont fait l'objet d'une analyse dont les résultats sont conformes à la norme NFU 44-051 pour le Cadmium (valeur mesurée : 0,5 mg/kg de matière sèche, à comparer à la limite de 10 mg/kg de matière sèche). En conséquence, ils ont été réintroduits dans le processus de compostage.

Des analyses ont également été réalisées au niveau des lots de compost issus des andains concernés. Les analyses sont conformes pour 3 des 4 lots analysés, les résultats n'étant pas encore connus pour le dernier.

Toutefois, la réception de boues non-conformes constitue une situation non-conforme par rapport

aux conditions d'exploitation autorisées.

Observations : Les boues de la station d'épuration de Colmar sont acheminées en flux tendu à raison de 60 à 80 tonnes par jour, l'installation de Colmar ne disposant par de zone de stockage.

Par lettre du 15 septembre 2022, l'exploitant a sollicité la possibilité de poursuivre le compostage dédié des boues de Colmar, dans le cas où la pollution des boues perdurerait, afin de ne pas bloquer le fonctionnement de la station d'épuration de Colmar.

Compte tenu du retour à la normale observé au niveau de cette installation et dans la mesure où l'admission de ces boues sur le site de Cernay respecte les dispositions de l'arrêté du 17 janvier 2013 et celles de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 précité, la poursuite de cette activité ne suscite pas d'observation.

L'exploitant de la station d'épuration a mené des investigations afin d'identifier la source de la pollution. Toutefois, elles n'ont pas abouti à ce jour.

Compte tenu des éléments précisés dans le constat ci-dessus, afin de tirer le retour d'expérience de cet événement, il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, un rapport d'incident conforme aux dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement : "*Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées*".

Dans son rapport, l'exploitant précisera notamment :

- l'étude des dispositions alternatives à l'accueil sur site des boues non conformes (stockage tampon, incinération directe des boues : certains incinérateurs traitent les boues de station d'épuration sans compostage préalable, ...);
- les modalités de gestion des lixiviats produits au cours de la période et les éventuelles conséquences de l'incident sur leur qualité.

Il convient également que l'exploitant établisse une procédure de gestion des anomalies.

Enfin, il convient que l'exploitant informe l'Inspection dans un délai de quinze jours de la filière retenue pour éliminer les compost concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois